

Canadian Politics de James Bickerton et Alain-G. Gagnon (dir.),
Peterborough, Broadview Press, 3e édition, 1999, 600 p.

Éric Montpetit

Volume 20, numéro 2-3, 2001

Gouvernance et société civile

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040282ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040282ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Montpetit, É. (2001). Compte rendu de [*Canadian Politics* de James Bickerton et Alain-G. Gagnon (dir.), Peterborough, Broadview Press, 3e édition, 1999, 600 p.] *Politique et Sociétés*, 20(2-3), 221–222. <https://doi.org/10.7202/040282ar>

Canadian Politics

de James Bickerton et Alain-G. Gagnon (dir.), Peterborough, Broadview Press, 3^e édition, 1999, 600 p.

James Bickerton et Alain-G. Gagnon rassemblent dans cette troisième édition de *Canadian Politics* un groupe d'auteurs exceptionnels. Parmi ceux-ci, certains ont laissé une marque durable dans le domaine de l'étude de la politique canadienne : Jane Jenson, Richard Simeon, Donald Savoie. Enfin, les essais inclus dans cette nouvelle édition sont rédigés dans un style précis et ils apportent souvent un éclairage original sur des problèmes d'actualité. Il s'agit sans aucun doute d'un ouvrage à recommander pour un cours de premier cycle sur la politique canadienne.

Suivant l'évolution de l'actualité dans les années 1990, J. Bickerton et A.-G. Gagnon ont choisi, par rapport à la seconde édition, de réaligner quelque peu les thèmes qui structurent l'ouvrage. Celui-ci débute par une section sur les idées, les identités et les idéologies. Cette section comporte notamment un chapitre de Will Kymlicka qui propose une analyse nuancée de la gestion des différences identitaires au Canada face à un libéralisme dominant sur lequel il jette un regard critique. La deuxième section porte sur les institutions et la gouvernance. En plus de traiter des institutions exécutives, des institutions législatives et des tribunaux, elle comprend deux chapitres sur l'administration publique qui, force est de l'admettre, s'exerce depuis quelques années dans des conditions radicalement nouvelles : effectifs réduits et nouveaux modes de gestion inspirés du secteur privé. La troisième partie du livre traite les questions relatives à la constitution, au fédéralisme et aux différences régionales. Un référendum ayant eu lieu au Québec depuis la parution, en 1994, de la deuxième édition de *Canadian Politics*, les auteurs devaient accorder une plus grande place aux questions constitutionnelles. Roger Gibbins, A.-G. Gagnon et Robert Young nous livrent donc trois chapitres sur des sujets constitutionnels complémentaires qui permettent de bien saisir toute la complexité de cet enjeu et la controverse qu'il suscite. À mon avis, il s'agit d'un des rares ouvrages d'introduction à la politique canadienne en langue anglaise qui rende justice au point de vue nationaliste québécois. La quatrième partie porte sur la politique électorale et les mouvements sociaux. Elle commence par les chapitres de Brian Tanguay, qui rapporte et explique les changements importants résultant des élections fédérales tenues dans les années 1990, et de Munroe Eagles, qui décrit la stabilité, déconcertante à cause de certaines dysfonctions, du système électoral. Les autres chapitres de cette partie, qui traitent des mouvements sociaux, se rapprochent davantage des chapitres de la première partie portant sur l'identité que de ceux portant sur la politique électorale. Cela illustre bien la signification de la question identitaire en politique canadienne. Enfin, cette troisième édition de *Canadian Politics* se termine sur une nouvelle section

intitulée «L'État et les politiques publiques». Par opposition à une certaine littérature sur les politiques publiques, les directeurs de l'ouvrage ont choisi quatre textes qui ne traitent pas ce sujet par secteur (par exemple, l'environnement, l'économie, ou la santé), et se penchent plutôt sur les processus intergouvernementaux et sur les rapports entre l'État et la société civile grâce auxquels les politiques publiques sont élaborées.

Il s'agit d'un ouvrage que je recommande. On peut certainement regretter ne pas trouver d'ouvrage équivalent en français. Sur le plan des regrets, mentionnons aussi la décision de J. Bickerton et A.-G. Gagnon de laisser de côté la question de la mondialisation, un enjeu qui, s'il n'a pas les effets qu'on lui attribue, occupe maintenant une place importante dans le discours politique canadien. Enfin, soulignons que le contexte postréférendaire aurait pu fournir aux directeurs une occasion d'inclure un plus grand nombre de textes d'auteurs québécois.

Éric Montpetit

École nationale d'administration publique